

En guise de conclusion: profits, politique et engagement

Philippe VAN PARIJS

Michel Falise, à qui la préhistoire de la Chaire doit beaucoup vient de mériter un nouveau titre à ma reconnaissance en disant, mieux que je ne l'aurais fait, plusieurs choses que j'aurais voulu dire. Je me contenterai, pour ma part, de trois remarques, largement inspirées par ce que nous venons d'entendre cet après-midi mais qui sont à mille lieues d'épuiser tout ce que j'y ai trouvé de stimulant et d'interpellant et qui continuera à nourrir notre réflexion dans les mois, voire les années à venir. Ma première remarque concerne le rapport entre éthique et profits, la seconde le rapport entre éthique et politique et la troisième, le rapport entre éthique et engagement personnel. Dans chaque cas, je m'efforcerai de suggérer ce qu'il est à mes yeux légitime d'attendre de l'éthique économique et sociale et ce qu'il serait au contraire illusoire d'en espérer.

Ethique et profits

Comme vous le savez, il existe sur cette première question des positions très différentes. A un extrême, il y a la position de ceux qui affirment qu'il existe, entre éthique et profits, une contradiction absolue, position qui remonte à la condamnation inconditionnelle de l'usure par Thomas d'Aquin et d'autres penseurs médiévaux. A l'autre extrême, il y a la position de ceux qui affirment qu'il règne entre éthique et profits une harmonie préétablie, position bien exprimée dans la célèbre formule de Milton Freedman selon laquelle "la responsabilité sociale des entreprises est de faire des profits". Cet après-midi nous avons entendu s'exprimer sur ces questions des positions certes plus nuancées mais néanmoins significativement différentes, les uns insistant sur les tensions entre les impératifs de la performance économique et le souci de la dignité humaine, de l'équité et d'autres considérations éthiques, les autres au contraire soulignant combien la prise en compte de ces considérations était compatible avec - voire favorable à - la poursuite du profit.

Qui a raison? Qui a tort? L'éthique peut-elle nous aider à le dire? La première chose à faire - et plusieurs intervenants s'y sont déjà employés - est bien entendu d'apporter un peu de clarté sur ce qu'on entend par éthique. Dans le présent contexte, je me contenterai de définir une conduite éthique comme une conduite intuitivement perçue comme juste ou correcte, par exemple à l'égard de son personnel, de ses clients, de ses créanciers, de ses actionnaires, de la communauté locale, des animaux que l'on utilise dans ses laboratoires, etc. Dans certains cas, comme la loyauté dans les transactions financières évoquée par Philippe Wilmès, la nature du critère éthique sous-jacent peut être évidente d'emblée. Dans d'autres en revanche, par exemple lorsqu'il s'agit, comme à Cockerill-Sambre de procéder à des licenciements, la question de savoir ce que requiert l'équité demande davantage de réflexion. Il nous faut tenter d'intégrer, d'explicitier, de concilier les intuitions que nous avons quant au rôle que doivent jouer la productivité, l'ancienneté, l'âge et la charge de famille dans la détermination des ordres de priorité.

La tâche qui consiste à élaborer, lorsqu'elle n'est pas évidente une conception cohérente de ce qui constitue l'attitude correcte, juste à adopter face à tel ou tel type de problème relève bien de l'éthique. C'est une des tâches centrales de cette partie de l'éthique économique et sociale aujourd'hui connue sous le nom d'éthique des affaires. Et c'est, à mes yeux, une tâche qui, réalisée intelligemment, est intéressante et importante et que les philosophes ont tort de tenir en piètre estime.

Si par contre vous venez demander à l'éthique si l'adoption d'une conduite éthique (dûment précisée) va vous permettre d'augmenter les profits de votre entreprise, alors il faudra vous répondre que vous vous trompez d'adresse. Non parce qu'il y aurait quelque chose de veule, de méprisable dans cette instrumentalisation de l'éthique, dans cette réduction de l'éthique à un vulgaire input. Car après tout c'est tant mieux si, en traitant décemment son personnel, en respectant davantage l'environnement ou en s'abstenant de recourir à la fraude et à la corruption, on augmente - à terme - ses profits. Si l'éthique ne veut pas répondre à cette question, c'est simplement parce que ce n'est pas là sa tâche. Il s'agit d'une question empirique (difficile du reste), qu'elle peut et doit renvoyer aux spécialistes de la gestion des ressources humaines, des marchés financiers, etc.